



**LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN DEMEURE-T-IL LA CLE DE LA
STABILITE DU MOYEN ET PROCHE-ORIENT?**



Mémoire de géopolitique
du LCL BENBELLAT Sebti
dans le cadre du séminaire « Géopolitique du Proche-Orient »

Directeur : Sénateur Xavier de VILLEPIN

Avril 2005

Le conflit israélo-palestinien demeure-t-il la clé de la stabilité du Moyen et Proche-Orient ?

SOMMAIRE

Première partie : Historique du conflit

Naissance d'Israël

Le problème du Sionisme

La solution par la force armée

Deuxième partie : la problématique actuelle

Le cas des réfugiés

La situation de la ville sainte Jérusalem

Les colonies et le mur de séparation

Troisième partie : Pour la stabilité au Proche et Moyen-Orient

Partage équitable des ressources en eau

Accords sécuritaires

Développement économique

INTRODUCTION

De par sa vocation régionale, le Proche et Moyen-Orient occupe le devant de l'actualité depuis maintenant presque un siècle .L'histoire géopolitique de cette région est exceptionnelle à de nombreux points de vues :

- dans sa nature, puisqu'on a vu des pays étrangers à la région s'y intégrer politiquement et militairement.

- dans sa portée, car elle a eu, et a toujours, un impact immense, notamment sur beaucoup de pays et la stabilité mondiale.

- dans sa gestion, car on voit s'imbriquer et intervenir des coalitions internationales.

Dans ce contexte l'histoire de la région est pleine de plusieurs conflits locaux tels que :

- La première guerre israélo-arabe de 1948-49
- la guerre du canal Suez en 1956
- la guerre des six jours en 1967
- la guerre d'octobre 1973
- L'invasion israélienne du Liban en 1982
- les guerres du Golfe

Le Proche et Moyen-Orient est bordé à l'Est par le Golfe Arabo-persique et l'Iran qui n'est pas un pays arabe, et au Nord par la Turquie. Dominée par les Ottomans jusqu'à la fin de la Grande Guerre, la zone ne comportait pas de véritables frontières au sens du droit international mais de simples limites administratives.

Le Moyen-Orient, traduction de l'expression anglo-saxonne Middle East, s'étend sur une vaste zone centrée sur les pays du Golfe Persique, l'un et l'autre prêtant à interprétations. Le terme arabe Machrek (l'Orient) ne délimite pas de façon plus précise la région, sa frontière s'arrêtant à la Péninsule du Sinaï. Quand il inclut **l'Égypte et le Soudan**, le **Machrek** s'arrête à une ligne le séparant du **Maghreb** (l'Occident), qui traverse la Libye. Aux Etats-Unis, des lunettes à longue distance font désigner un territoire allant du Maroc au

Pakistan. Ce qui donne une représentation extensive et hétérogène (hors la référence musulmane), comprenant **19** États arabes, Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Soudan, Jordanie, Arabie Saoudite, Yémen, Oman, Émirats Arabes Unis, Bahreïn, Qatar, Koweït, Irak, Syrie, Liban, auxquels sont adjoints la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et Israël.

La région constitue un enjeu stratégique depuis le 19^{ème} siècle. Les Français veulent étendre leur domination sur le Liban où ils sont déjà intervenus à la suite des massacres des maronites dans les années 1860-1861, pour ajouter à leur contrôle sur la Méditerranée occidentale, celui sur la Méditerranée orientale, et accessoirement, s'assurer une escale sur la voie de l'Indochine. Les Anglais, quant à eux, entendent maîtriser la route terrestre des Indes et également la zone du canal de Suez. Mais au seuil du 20^{ème} siècle, alors que les marines abandonnent le charbon pour le mazout, Londres trouve un nouvel intérêt pour le Proche-Orient. C'est en effet en 1901 que William d'Arcy obtient une concession pour l'extraction du pétrole sur l'ensemble du territoire iranien. En 1913 sera fondée *l'Anglo-Persian Oil Company* - l'APOC - dont l'amirauté britannique deviendra actionnaire majoritaire l'année suivante.

Cette région clef pour l'équilibre du monde constitue le plus grand réservoir d'hydrocarbures et le carrefour entre les trois continents. En plus, elle est sensible à l'accumulation des facteurs de division qui ont donné lieu à une instabilité chronique ; mosaïque de plusieurs religions (islam, judaïsme, christianisme) et d'ethnies (arabes, juifs, perse et turc) de systèmes politiques de monarchies pétrolières, États progressistes, États laïcs et États religieux.

L'absence de stabilité dans cette région constitue une poudrière qui menace d'exploser en permanence et exceptionnellement depuis la naissance de l'état hébreu et les mouvements de turbulences politico-régionaux avec les impacts induits qu'elle a eu, ont été à l'origine d'une lutte pour le territoire entre palestiniens et israéliens qui déstabilise aussi le Moyen- Orient.

Toutes ces guerres alternées et espacées dans le temps ont eu toujours comme point commun, le conflit Israélo-palestinien, qui représente une source d'instabilité récurrente réelle.

Pourquoi ce conflit est-il devenu inévitable ? Quels sont leurs acteurs, leur enjeu géopolitique ? Y'a-t-il des perspectives nouvelles pour un avenir pacifique de cette région ?

Il s'agira également d'examiner, au sein de chacun des conflits étudiés quel rôle ont joué les grandes puissances dans l'histoire, que ce soit jadis l'Union soviétique aujourd'hui, la Russie renaissante ; les anciennes forces coloniales que sont la France et l'Angleterre, et enfin, surtout, les Etats-Unis, unique superpuissance actuelle dont les actions reposent avant tout sur ses propres intérêts tant généraux que régionaux.

En finalité, l'émergence soit-disant de la lutte contre le terrorisme comme un argument, met la région sous tension continue et durable, et en même temps empêche les pouvoirs de la région de penser de trouver une solution finale, ou du moins, partielle et légale au conflit israélo-palestinien qui demeure la clé de ces problématiques.

Donc, dans ce mémoire, il s'agira d'étudier l'historique du conflit israélo-palestinien et de faire ressortir son influence sur la région, puis de noter les problèmes qui bloquent le processus de paix et, enfin, de mettre en relief son rôle dans la stabilisation du Proche et Moyen-orient.

Première partie : Historique du conflit

1-1. Naissance d'Israël et les origines du conflit palestino-israélien

Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, cette partie du Moyen-Orient est une province de l'Empire ottoman. En 1920, la Grande-Bretagne et la France, pays vainqueurs, se partagent les dépouilles du vaincu. La Syrie, qui englobait alors le Liban, passe sous mandat français; l'Irak et la Palestine (c'est-à-dire ce qui constitue aujourd'hui Israël, les territoires palestiniens et la Jordanie) sous mandat britannique. L'Égypte voisine est déjà colonie anglaise depuis 1882.

Quelques années plus tard, l'Égypte et l'Irak deviennent des royaumes indépendants, mais l'influence de Londres y reste prépondérante. En Syrie, la France crée un territoire distinct à domination chrétienne maronite: c'est le Liban. Syrie et Liban deviendront indépendants après 1945. Bien après, dans les années 70-80, les dissensions religieuses entre chrétiens et musulmans du Liban conduiront à une guerre longue et dévastatrice.

Mais ce qui attend la Palestine britannique de 1920 est bien pire. Pendant la guerre de 1914-1918, les Anglais, déjà très actifs au Moyen-Orient et désirant renforcer leur emprise sur la région, riche en pétrole, sollicitent l'aide militaire des chefs arabes contre les Turcs et leur promettent en contrepartie la création d'un grand Etat arabe sur les territoires repris aux Ottomans. C'est la fameuse épopée de Laurence d'Arabie. Après la guerre, cependant, la promesse est oubliée; Anglais et Français découpent la région à leur profit. Mais qu'à cela ne tienne, les Arabes se contenteront de la Palestine. Et c'est là que les problèmes commencent. En effet, Londres a fait aux représentants des organisations sionistes une promesse similaire, à savoir la création d'un "foyer national juif en Palestine" (déclaration Balfour* de 1917). Dans l'esprit des Britanniques, la partie ouest de la Palestine (entre la Méditerranée et la mer Morte) est réservée aux colons juifs; le reste sera

"accordé" aux Arabes. Londres détache donc de la "grande Palestine" tous les territoires qui se trouvent au-delà du Jourdain et leur donne le nom de Transjordanie aujourd'hui.

1-2. le problème du sionisme

Le mot *sionisme* vient de *Sion*, le nom biblique de Jérusalem - en fait une colline de cette ville. Il désigne un mouvement nationaliste qui prend naissance dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle et trouve sa consécration doctrinale en 1896 avec la publication du livre *L'Etat juif (Der Judenstaat)* du Dr Théodore Herzl, un écrivain et journaliste juif austro-hongrois de langue allemande (1860-1904). L'idée de base du sionisme est de restaurer sous une forme moderne l'entité nationale juive qui avait existé en Palestine à l'époque antique.

Certains historiens pensent que la dispersion des Juifs commença bien avant l'expulsion de l'an 135 et que les causes en furent surtout économiques. Dans son livre *Conception matérialiste de la question juive*, Abraham Léon estime que "*plusieurs siècles avant cet événement, la grande majorité des Juifs était déjà disséminée aux quatre coins du monde*" et que "*le royaume juif de Palestine n'avait, pour les larges masses juives dispersées dans le monde grec puis dans l'empire romain, qu'une importance tout à fait secondaire*". Jérusalem n'était alors qu'un centre religieux semblable à ce que sera plus tard La Mecque pour les musulmans. Le sionisme postule que les Juifs sont indésirables partout et que leur intégration au sein d'autres nations est illusoire, voire impossible. Cette doctrine, longtemps très minoritaire dans les milieux juifs, contredit radicalement les idées socialistes, très répandues à l'époque, selon lesquelles les clivages ethniques ou religieux devraient être appelés à disparaître. Pour ce qui est du territoire à coloniser, Herzl n'a pas d'a priori. Il accepterait le cas échéant que l'Etat juif soit érigé en Argentine, mais admet cependant que le choix de la Palestine est beaucoup plus évocateur et plus stimulant aux yeux des futurs colons (il se souvient de la prière "*L'An prochain à Jérusalem*"). Va donc pour la Palestine. Plus tard, les sionistes s'attacheront à "prouver" que les "racines historiques du peuple juif" ne pouvaient pas

permettre un autre choix. Contrairement à ses continuateurs, Herzl ne s'attarde pas à défendre de mythiques "droits ancestraux" auxquels il ne croit pas. Pour lui, la solution est simple : *"Si Sa Majesté le Sultan nous donnait la Palestine, nous pourrions en contrepartie lui proposer de remettre de l'ordre dans les finances de la Turquie."* Un comportement aberrant qui explique le rejet massif du sionisme par les communautés juives jusqu'à l'avènement du nazisme. La période historique qui a vu la naissance du sionisme est aussi celle de l'éveil des nationalités en Europe centrale, dans les Balkans et ailleurs. En ce sens, on serait tenté de dire que ce qui vaut pour les Polonais, les Tchèques, les Serbes, les Grecs ou les Bulgares devrait valoir pareillement pour les Juifs. La différence essentielle réside cependant dans le fait que les peuples européens sont établis depuis toujours sur les territoires qu'ils revendiquent - territoires qu'ils veulent libérer de la tutelle étrangère. Les Juifs, eux, doivent coloniser un territoire habité par un autre peuple. Cet aspect de la question est d'abord totalement éludé par les dirigeants sionistes. Mais dès que la colonisation se heurte à la résistance locale, on doit, pour justifier le projet nationaliste juif, recourir massivement à l'exploitation des mythes bibliques et cultiver le "réflexe d'autodéfense" : les Arabes nous en veulent parce que nous sommes juifs, ils sont antisémites. En fin de compte, le sionisme transporte en Palestine le ghetto dont il prétendait libérer les Juifs.

Donc, l'immigration juive ne cause pas trop de problèmes. Jusqu'en 1914, elle reste faible et il y a, semble-t-il, suffisamment de place pour tout le monde. Les Arabes accueillent bien les nouveaux venus ; ils n'ont pas encore pris conscience des objectifs véritables du sionisme. Les choses changent quand l'afflux de colons devient plus substantiel. Les organisations juives achètent systématiquement des terres aux grands propriétaires fonciers arabes et en chassent les paysans pauvres qui les cultivaient jusqu'alors. Dans les années 30, avec l'apparition du fascisme en Europe, l'immigration s'accélère et la tension monte. De 1931 à 1935, le pourcentage d'habitants juifs en Palestine passe de 18 à 30 %. En 1937, Londres envisage déjà la partition du pays entre les deux groupes nationaux (Rapport Peel), mais suite à l'opposition arabe (il y

a eu des révoltes) et par crainte d'éventuelles implications internationales, on abandonne ce projet¹.

En novembre 1947, l'ONU vote le partage de la Palestine. Bien que ne possédant que 6 % des terres et ne représentant qu'un tiers de la population, les colons juifs se voient attribuer 56 % du pays. Cette inégalité et le morcellement des territoires affectés à chacune des communautés (voir la carte de gauche) est une incitation directe à la guerre. Celle-ci éclate lorsque Ben Gourion proclame l'indépendance de l'Etat d'Israël en mai 1948. Quelques jours auparavant, une déclaration de l'état-major de la Haganah (l'armée clandestine juive) avait souligné "*la gravité de la situation militaire*" et annoncé "*l'imminence de l'invasion arabe*" (sic).

Dès sa fondation, le nouvel Etat annonce donc sans ambages que le pays appartient aux Juifs et que les Palestiniens ne sont - en Palestine - que de vulgaires envahisseurs.

1-3. La solution par la force armée

1-3-1: La première guerre israélo-arabe 1948-49

Menahem Begin, qui deviendra plus tard Premier ministre, se distingue pendant cette guerre en massacrant avec d'autres tueurs de l'Irgoun 240 civils à Deir-Yassine. En décembre 1948, Albert Einstein, Hannah Arendt et quelques autres intellectuels juifs américains dénoncent ces crimes dans une lettre au *New York Times*. Le Comte Bernadotte, délégué de l'ONU, qui avait également protesté contre la terreur exercée sur les civils arabes, est lui aussi assassiné.

¹ Révolte en Palestine. Dans cet article paru en mai 1936 dans *L'Humanité*, Gabriel Péri (journaliste et homme politique communiste français, fusillé en 1941 par les nazis), expose les sources du drame palestinien : spoliation des Arabes par les sionistes, complicité des occupants anglais, méthodes hitlériennes des colons juifs, accusations abusives d'antisémitisme quand les victimes se rebiffent- les choses n'ont guère changé en 70 ans. Péri conclut : "*La cause des travailleurs juifs, pourchassés par les dictatures fascistes, n'est pas celle des expropriateurs des grandes sociétés sionistes et de leurs troupes d'assaut.*"

En 1949, après plusieurs mois de combats et quelques autres tueries (Kafar-Kassem, Tantoura, Lydda), les forces militaires de l'Etat hébreu l'emportent sur les Palestiniens, mollement soutenus par leurs voisins arabes. La ligne de cessez-le-feu devient la nouvelle frontière d'Israël qui obtient ainsi 78 % de la Palestine (carte en Annexe). La bande de Gaza est attribuée à l'Egypte; la Cisjordanie (rive ouest du Jourdain) est rattachée à la Transjordanie, indépendante depuis 1946 et maintenant appelée Jordanie tout court. Jérusalem est partagée en deux (carte en Annexe); la vieille ville et le Mur des Lamentations (*Western Wall*) sont dès lors situés en territoire jordanien, donc inaccessibles aux Juifs. La prochaine guerre est ainsi programmée d'avance.

L'exode forcé des populations arabes commence. Sur les 475 villages palestiniens existant en 1948 sur le territoire du nouvel Etat, 385 seront complètement rasés pour faire place aux nouveaux venus. On détruit même les cimetières musulmans; à leur place, on érige des hôtels (Jaffa) ou on met des dépôts d'ordures (Afouleh). Les 15 % d'Arabes qui n'ont pas été touchés par l'épuration ethnique sont désormais étrangers dans leur propre pays, au mieux citoyens de second ordre. L'immigration juive reprend de plus belle; il faut remplir le pays qu'on vide de ses anciens habitants. Pour y parvenir plus rapidement, les services secrets israéliens font exploser des bombes dans les synagogues de Bagdad, mettant ces attentats criminels sur le compte "des Arabes". En 1950-51, des centaines de milliers de Juifs irakiens sont ainsi poussés à quitter leur pays pour s'installer en Israël. Une opération similaire est organisée en Egypte quelques années plus tard. En 1956, Israël compte déjà 1.800.000 ressortissants, dont seulement 10 % d'Arabes. L'ambition des dirigeants est de rassembler en *Terre promise* la majeure partie de la population juive mondiale, estimée à quelques 12 millions. On est encore loin du compte.

Parallèlement à cette politique de "retour massif", l'Etat juif poursuit ses attaques contre la Jordanie. En octobre 1953, une unité commandée par Ariel Sharon - déjà lui - massacre 60 civils palestiniens à Qibya, petit village frontalier. En mars 1954, les services sionistes font sauter- en territoire israélien - l'autocar Eilat-Bersheeba, tuant dix passagers - tous juifs. L'attentat, présenté comme "l'œuvre de terroristes arabes", permet une "opération de

représailles" contre le village cisjordanien de Nahalin, près de Bethlehem ; il y a plusieurs dizaines de morts.

1-3-2. la deuxième guerre israélo-arabe 1956 :

En Egypte, sous la conduite du colonel Nasser, une révolution à la fois sociale et nationale a aboli la monarchie et s'efforce de limiter l'influence étrangère. En 1956, le canal de Suez, jusqu'alors aux mains de capitaux franco-anglais, est nationalisé. La France et la Grande-Bretagne organisent alors avec Israël une expédition "punitrice" contre l'Egypte. Dans une attaque surprise, l'armée israélienne s'empare de la presqu'île du Sinaï et atteint le canal de Suez. Une mise en garde très ferme de l'URSS stoppe l'agression; Israël doit abandonner sa proie et se replier sur ses frontières de 1949. Mais ce ne sera que partie remise. En attendant, des Casques bleus de l'ONU viennent s'interposer entre les belligérants.

1-3-3. la troisième guerre israélo-arabe (guerre des six jours) 1967:

Après 1956, de nombreux Juifs vivant dans les pays arabes (Afrique du Nord, Yémen) émigrent vers Israël, de sorte que le nombre d'habitants passe à 2.700.000 en 1967. En juin de cette année-là, le gouvernement de l'Etat hébreu estime qu'il est temps de passer à l'action. Prenant prétexte du fait que l'armée égyptienne a remplacé les soldats de l'ONU dans le Sinaï, Israël attaque sur tous les fronts. Longuement préparée avec le soutien matériel et financier des Etats-Unis, cette guerre est un succès pour les expansionnistes de Tel-Aviv. Six jours plus tard, l'Egypte, la Jordanie et la Syrie doivent capituler. Les Israéliens occupent Gaza, le Sinaï, la Cisjordanie et le Golan. Ils réunifient à leur profit la ville de Jérusalem.

Un nouveau flot de réfugiés palestiniens se déverse sur la Jordanie et vient grossir la masse des exilés de 1949.

Dès 1968, les vainqueurs entreprennent la colonisation des territoires occupés. Ils expulsent par la force les populations arabes de nombreux villages et quartiers urbains, font sauter des maisons à la dynamite, confisquent des

terrains convoités, et érigent un peu partout des colonies juives de peuplement. Bien entendu, tout cela est illégal dans un Etat de droit comme prétend l'être Israël, mais qu'importe le droit. L'objectif est de créer une situation de fait qui, on l'espère, deviendra très vite irréversible et immuable.

Effectivement, l'occupation israélienne semble être faite pour durer. La résistance palestinienne se structure; en 1969, Yasser Arafat devient le chef de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP), poste qu'il occupe jusqu'à sa mort, en 2004. Certains groupes au sein de l'OLP, frustrés de voir que la lutte ne porte pas ses fruits, préfèrent s'engager dans la voie de la résistance L'ONU adopte diverses résolutions demandant le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, la reconnaissance d'Israël par les pays arabes et la solution raisonnable du problème des réfugiés. Elles resteront toutes lettre morte, du moins pour ce qui est des obligations de l'Etat juif. Seule la reconnaissance d'Israël par les Arabes aura lieu, plus tard dans les années 80 mais, malheureusement, sans aucune contrepartie pour les Palestiniens.

1-3-4. La guerre de 1973

L'attaque égypto-syrienne est déclenchée le 6 octobre 1973 en plein *Ramadan* (fête musulmane), le jour même de *Kippour* (fête juive).

La surprise est donc totale. Les Égyptiens bousculent la défense israélienne, franchissent le canal et avancent dans le 5mai sur un front de 180 km, tandis que les Syriens pénètrent dans le Golan, s'emparent du mont Hermon et de la ville de Kuneitra. Les premières contre-attaques israéliennes sont infructueuses, car elles se heurtent à une forte résistance des Syriens et des Égyptiens, très bien équipés en armes modernes.

Néanmoins, à partir du 12 octobre, les Israéliens regagnent du terrain. Le 19 octobre, non seulement ils ont reconquis tout le Golan, mais ils avancent jusqu'à 30 km de Damas. Le redressement israélien est plus lent au Sinaï, les forces égyptiennes étant plus nombreuses. Toutefois dès le 8 octobre, une division israélienne, commandée par le général Ariel Sharon, s'enfonce entre la deuxième et la troisième armée égyptienne, atteint le canal de Suez le 15, et établit même une tête de pont sur la rive ouest.

Chacune à son tour, les grandes puissances s'efforcent de parvenir à un cessez-le-feu. Le 19 octobre, Brejnev invite Kissinger à Moscou et c'est dans la nuit du 21 au 22 que le Conseil de sécurité par 14 voix et une abstention (Chine) vote la Résolution 338 cessez-le-feu dans les douze heures, application de la Résolution 242, négociations pour une paix juste et durable. Après des pressions américaines et soviétiques, les Israéliens négocient directement avec les Égyptiens le 11 novembre 1973 : accord du kilomètre 101, restitution des prisonniers. En conséquence, la guerre du Kippour révèle une chose totalement nouvelle: l'égalité de valeur sur le champ de bataille entre Arabes et Israéliens. Même si Israël a remporté la victoire, les Arabes ont bien combattu, à la fois sur le plan humain et sur le plan technique. L'humiliation de juin 1967 est bien loin. Fin de l'invincibilité d'Israël, qui incite l'État hébreu à une prudence encore plus grande en ce qui concerne le sort des territoires occupés. La troisième leçon, c'est que la guerre ne résout rien. Elle incite donc à la négociation. L'initiative diplomatique revient aux Etats-Unis, seuls susceptibles de faire pression sur Israël. Mais les Arabes continuent de refuser la conclusion de toute paix séparée. La question palestinienne apparaît désormais comme le problème majeur. La portée essentielle de la guerre du Kippour est d'avoir poussé les États producteurs de pétrole riverains du golfe Persique à utiliser un formidable moyen de pression sur le monde occidental, l'augmentation du prix du pétrole, qui quadruple en trois mois. Cette décision est la cause immédiate de la crise économique dans laquelle le monde bascule en 1973, et qui change radicalement le contexte international.

1.3.5- L'invasion israélienne du Liban

En 1982 sous le commandement du général SHARON, Israël, pour contrer les attaques de l'OLP soutenue par le Hezbollah (faction chiite libanaise soutenue par l'Iran devenu République islamique en 1979), qui mène des raids et bombarde de façon sporadique le nord d'Israël, envahit le Liban : c'est l'opération « paix en Galilée ». L'armée israélienne va jusqu'à Beyrouth, et pour la deuxième fois l'armée française réussit à exfiltrer Monsieur ARAFAT (la première fois ce fut à Tripoli en 1976 lorsqu'il fut menacé par

l'armée syrienne). Mais la même année, des centaines de femmes, d'enfants et de vieillards palestiniens sont massacrés dans les camps de Sabra et Chatila par des miliciens chrétiens dans un secteur contrôlé par le général SHARON. Ce dernier est relevé de son commandement sur ordre d'une commission d'enquête diligentée par le Parlement israélien.

En 1983, lors d'une attaque terroriste présumée islamiste à Beyrouth, environ 70 parachutistes français dans l'immeuble Drakkar et 250 soldats américains dans une ancienne caserne de l'armée libanaise sont tués dans un attentat à l'explosif. Après quelques années de présence, l'armée israélienne évacue le nord du Liban en 1985 et reste implantée au sud en soutien de l'armée du Liban sud (ALS) composée essentiellement de chrétiens libanais.

Comme nous le constatons, les événements se bousculent et le Proche-Orient est un foyer actif, un volcan en constante éruption résultant surtout de l'histoire des communautés et des Etats de la région, mais aussi des frictions est-ouest par belligérants interposés, les Etats-Unis soutenant fortement Israël et l'Union Soviétique la cause arabe. Mais une rupture intervient dans le contexte international, ce qui va provoquer une relance du processus de paix.

Deuxième partie : La problématique actuelle

2- 1. Le cas des réfugiés

Les réfugiés Palestiniens sont un des sujets abordés au cours des négociations de Camp David en juillet 2000 et de Washington en décembre 2000. Les réfugiés Palestiniens sont au cœur des revendications palestiniennes. Le " droit au retour " de tous les réfugiés sur leurs lieux d'habitation ou sur le lieu d'habitation de leurs ascendants est une revendication forte de l'Autorité Palestinienne permettant la réparation de l'injustice de l'exil. Cette revendication s'appuie sur la résolution 194 de l'ONU (du 11 décembre 1948) qui prévoit le retour des réfugiés dans leur pays et l'indemnisation des biens perdus. La reconnaissance du drame humain. De tous les thèmes abordés lors des négociations de Camp David, le sort des réfugiés est un des plus chargés d'émotion et de passions. Il touche de très près en effet à l'âme du peuple palestinien, à son sentiment national qui s'est forgé dans les camps pendant ces années d'exil. D'une certaine manière l'exil a été l'événement fondateur du peuple palestinien. L'exil, le drame humain des Palestiniens sont connus de tous. Il leur faut maintenant une reconnaissance officielle par la communauté internationale.

Parallèlement, les Palestiniens doivent à présent réussir la consolidation et la mutation de leur sentiment national en le forgeant autour d'un vrai projet de société. Il leur faut maintenant se détacher du seul souvenir du passé pour s'enraciner vraiment dans les réalités du présent.

Les données actuelles sur les réfugiés palestiniens sont les suivantes : L'exil des arabes palestiniens s'est produit entre le 29 novembre 1947, date de l'adoption du plan de partage de la Palestine par l'ONU (résolution 181) et le 20 juillet 1949, date du dernier armistice de la première guerre israélo-arabe. Cette période s'est caractérisée tout d'abord par une guerre " civile " judéo-arabe dès les premiers jours qui ont suivi l'adoption par l'ONU du plan de partage, puis par l'attaque de l'Etat d'Israël par les armées arabes au lendemain de sa déclaration d'indépendance le 14 mai 1948. Au cours de cette période entre

700 000 et 800 000 arabes ont quitté leurs lieux d'habitation pour trouver refuge dans les pays limitrophes : 175 000 à Gaza, 290 000 en Cisjordanie, 80 000 en Transjordanie, 110 000 au Liban et 90 000 en Syrie. Les raisons de ce départ massif font l'objet d'interprétations différentes : la version palestinienne évoque un plan organisé d'expulsion de la population arabe, la version israélienne évoque un départ volontaire de la population arabe prenant peur et fuyant les combats de la guerre civile, ou libérant le champ de bataille à la demande des armées arabes pour revenir à la fin des combats après la victoire. Depuis une quinzaine d'années, l'ouverture des archives de 1948 et les travaux des " nouveaux historiens " israéliens ont révélé les circonstances de cet événement. A la lecture de ces travaux, on comprend que la réalité est, comme souvent, à mi-chemin entre le plan organisé d'expulsion et le départ volontaire. Tout d'abord, les " nouveaux historiens " démentent le mythe de l'appel au départ pour libérer le champ de bataille au profit des armées arabes, n'ayant trouvé aucune trace de cet appel. Selon leurs recherches, des expulsions de villages arabes ont eu lieu, des massacres de populations arabes également, le plus connu étant celui du village de Deir Yacine, ces massacres, ayant contribué à instaurer un climat de panique provoquant le départ " spontané " de la population arabe. En revanche, il apparaît qu'aucun plan programmé d'expulsion n'a été mis en place. Au contraire, les " nouveaux historiens " confirment que des responsables juifs locaux, à l'image du maire de Haifa, ont appelé les populations arabes à rester sur place et à ne pas fuir. Ceci est particulièrement vrai en Galilée, et se traduit aujourd'hui par la dominante arabe de la population. Ils expliquent également que les populations arabes se sont senties abandonnées par les dirigeants et responsables nationaux qui ont fui les premiers la guerre civile judéo-arabe et ce sentiment d'abandon les a bien sûr incité à partir. Entre décembre 1947 et mars 1948, soixante quinze mille arabes, parmi les classes élevées, les riches, les notables ont fui le pays, alors que à cette époque les forces arabes avaient toutes les chances de l'emporter. A la mi-mai 1948, il ne restait plus qu'un seul membre du Haut Comité Arabe, tous les leaders nationaux étaient partis, et c'est cela aussi qui a entraîné le départ du reste de la population. Quelles conclusions peut-on tirer de ces " nouveaux " éléments ? Comme pour tous les conflits qui ont donné naissance à un état, et le 20ème siècle en compte de nombreux exemples, la création de

l'Etat d'Israël s'est accompagnée de déplacements de populations. La responsabilité en incombe bien sûr à Israël mais également aux responsables palestiniens qui ont refusé le plan de partage et aux pays arabes qui, en déclenchant la guerre contre Israël, ont créé les conditions de ces déplacements de population. Il faut noter également que ces "conclusions" sont fondées sur les travaux des historiens israéliens ayant eu accès aux archives des années 1948 et 1949.

Mais qu'en est-il des archives des pays arabes ? Quand les historiens auront-ils accès à ces archives ? Quand les historiens palestiniens auront-ils accès à ces archives pour mesurer la réelle implication des états arabes et de leurs dirigeants?

L'année 1948 correspond pour les Palestiniens à l'année de la Nakba (" la catastrophe "). Les Palestiniens exilés sont pour la plupart des paysans, qui en plus de la perte de leurs maisons et de leurs terres, perdent également leur gagne pain et leur dignité d'hommes indépendants. Ils sont installés dans des camps de réfugiés et pris en charge par l'UNRWA.

Le drame du Proche-Orient va se refermer sur les réfugiés palestiniens, pris au piège d'un conflit qui les dépasse. L'absence d'accords de paix entre les différents protagonistes après 1949 va faire perdurer la situation de 1948. Israël refuse le retour des réfugiés car ce retour est perçu comme une concession dangereuse sans la contrepartie d'un accord de paix. Les pays arabes utilisent les réfugiés palestiniens comme arme politique pour maintenir la pression et le ressentiment contre Israël. En conséquence, les pays arabes ne font pas d'effort pour intégrer les palestiniens dans leurs populations. Cette non intégration des réfugiés dans leurs pays d'accueil, combiné avec la durée du conflit et un taux de natalité très élevé fait que les 750 000 réfugiés de 1948 sont devenus trois millions et demi en 2000. Les réfugiés palestiniens de la quatrième génération grandissent aujourd'hui dans les camps où ont vécu leurs arrière-grands-parents. La répartition par pays des réfugiés palestiniens est très bien illustrée dans la carte en Annexe.

De 1948 à 1967, tous les réfugiés palestiniens sont dans des pays ou zones sous contrôle arabe. Les réfugiés en Cisjordanie dépendent de la Jordanie, et les réfugiés de Gaza dépendent de l'Égypte. Pendant ces vingt années, ces pays auraient dû intégrer les réfugiés palestiniens dans leur population et leur assurer des conditions de vie décentes. L'intégration dans un pays de populations " étrangères " est parfois difficile. La non intégration des réfugiés palestiniens dans leurs pays d'accueil a également été la source de tensions et de conflits au sein même de ces pays. La Jordanie en 1970 a sévèrement réprimé les tentatives palestiniennes de renversement du pouvoir Hachémite (" Septembre noir "). Au Liban, dans le cadre de la guerre civile, la Syrie a réprimé encore plus sévèrement les tentatives palestiniennes de prise de contrôle du pays. Enfin, la prise de position pro irakienne des leaders palestiniens pendant la guerre du golfe a conduit le Koweït à expulser sa communauté palestinienne et à créer 200 000 réfugiés supplémentaires. La naissance ou le renforcement d'un sentiment national né dans l'exil et le souhait du retour au pays ne sont pas incompatibles avec une complète intégration dans le pays d'accueil. Il n'est pas nécessaire de laisser des pauvres gens vivre dans des camps dans des conditions d'habitation peut-être déplorables (au Liban par exemple), sans leur accorder la citoyenneté, et susciter chez eux frustration, ressentiment et désespoir pour s'assurer de leur souhait de retour au pays. Cette stratégie est en revanche compréhensible si l'on veut maintenir un foyer de rébellion contre Israël, plus petit dénominateur commun de l'unité arabe. Les réfugiés palestiniens ont été l'instrument de la lutte des pays arabes contre Israël. Cette manipulation d'un peuple à son détriment est un " scandale humanitaire ". Il y a donc bien dans le drame et la situation actuelle des réfugiés palestiniens une responsabilité conjointe d'Israël, des pays arabes, et des dirigeants palestiniens eux-mêmes, pour avoir reconnu l'état d'Israël il y a 9 ans seulement et avoir ainsi retardé les négociations de paix. Cette revendication, apparemment légitime sur le principe, est difficile dans les faits. Le retour, ou l'acceptation du droit au retour, de 3 millions et demi de réfugiés en Israël porterait la population israélienne à environ 9 millions et demi d'habitants, dont une population juive de 5 millions d'habitants et une population arabe de 4 millions et demi d'habitants. L'écart de croissance démographique des deux populations transformerait rapidement Israël en un

pays à majorité arabe, donc à la disparition d'Israël comme état juif. Cela ne peut bien sûr pas être accepté par l'état hébreu. La revendication du droit au retour est vécue par les israéliens comme un danger à l'existence d'Israël en tant qu'état juif. Elle est un des obstacles majeurs au processus de paix.

Pour être moins polémique, la revendication du droit au retour des réfugiés palestiniens est un droit humain inaliénable et non négociable tout comme le droit des juifs à l'autodétermination et à disposer d'un état est un droit humain inaliénable et non négociable. On voit bien à quelle impasse conduit cette discussion stérile sur le " droit ", alors que des réponses concrètes se font attendre de manière urgente. Certains observateurs soutiennent l'idée que l'on pourrait dissocier le droit et son application. Ainsi Elias Sanbar dans un article publié dans *Le Monde* du 25 janvier 2001 et repris par Alain Gresh, rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, dans son ouvrage *Israël, Palestine vérités sur un conflit* indique ceci : " Le droit au retour [...] est un droit humain inaliénable, non un droit à immigrer dans un pays donné. Ce droit n'est donc pas négociable mais son application, sa mise en pratique le sont, dès lors que ce droit est reconnu." Il y aurait ainsi "un ordre de séquence, deux phases en somme : la reconnaissance du droit doit précéder son application; elle est impérative pour pouvoir négocier, c'est-à-dire relativiser sa mise en pratique". Ce désir touchant de réconcilier l'irréconciliable se heurte à l'analyse et à la raison : on ne peut pas reconnaître un droit et ne pas l'appliquer de même qu'on ne peut pas voter une loi et ne pas l'appliquer. Si un droit au retour sans limite en Israël est reconnu aux réfugiés palestiniens, il est légitime que ceux-ci exigent son application.

Le problème est que l'affirmation du " droit au retour " est un des points clés des discours tenus depuis 50 ans par les responsables palestiniens aux réfugiés. Les responsables palestiniens sont certainement conscients que cette revendication est difficile mais comment l'expliquer à leur peuple?

En conclusion, Israël doit reconnaître sa part de responsabilité dans l'exil des réfugiés palestiniens. L'Autorité Palestinienne doit reconnaître sa part de responsabilité dans la durée exceptionnellement longue de cet exil. Les deux parties doivent admettre que la légitimité du " droit au retour " est difficilement

conciliable avec une autre exigence , qui est la reconnaissance d'Israël comme état juif.

2-2. La situation de la ville sainte du Jérusalem

Jérusalem, ville sainte pour les trois religions monothéistes, a été âprement disputée tout au long de l'histoire. Elle est aujourd'hui l'enjeu le plus sacré du conflit proche-oriental. Pour les Juifs, Jérusalem est *Yeroushalayim*, " la vieille de la paix ", pour les Palestiniens elle est *Al Qods*, " la Sainte ". Les Israéliens la déclarent " capitale éternelle et indivisible " mais les Palestiniens rêvent d'un Etat dont Jérusalem serait la capitale.

Au long de son histoire Jérusalem a connu des occupations diverses. Elle a notamment été cananéenne, égyptienne, juive, romaine, byzantine, musulmane, chrétienne, ottomane, britannique, israélienne, jordanienne. En 1947, lors du plan de partage élaboré par l'Organisation des Nations-Unis, Jérusalem devait bénéficier d' " un régime international spécial ". Mais suite à la première guerre israélo-arabe de 1948-1949, la ville a été divisée : la partie ouest à Israël qui en a fait sa capitale ; la partie est en Jordanie. En juin 1967, Israël s'empare de la partie est et réunit la ville sous son autorité. Le 30 juillet 1980, une loi fondamentale du parlement israélien proclame "Jérusalem entière et réunifiée (...) capitale de l'Etat d'Israël". Cette décision est condamnée par l'ONU.

Plusieurs statuts pourraient être l'avenir de la ville sainte : la partage de souveraineté sur la ville qui deviendrait capitale de deux Etats ; un statut multinational qui placerait la ville sous l'égide de l'ONU ; la création d'une municipalité gérant Jérusalem-est liée à la municipalité juive gérant Jérusalem-est ; la maintien de la souveraineté israélienne, statut refusé par les Palestiniens qui revendique Jérusalem-est comme future capitale

2-3.Les colonies et le mur de séparation

Aujourd'hui, plus de 200 000 Juifs vivent dans une centaine de colonies réparties en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est, morcelant

ainsi le territoire palestinien. La construction des colonies s'est amorcée après la guerre israélo-arabe de 1967. À l'issue de ce conflit, Israël a agrandi son territoire en gagnant le contrôle sur des territoires alors possédés par l'Égypte et la Jordanie. La plupart des colonies construites contreviennent à des résolutions de l'ONU, et la résolution 465 du Conseil de sécurité exige même leur démantèlement.

Les Palestiniens revendiquent ces territoires, s'appuyant sur ces résolutions des Nations unies, mais aussi sur la quatrième Convention de Genève et sur la déclaration de principes israélo-palestinienne de 1993. Par cette dernière entente, les deux parties s'engageaient à ne rien faire qui nuirait aux négociations sur le statut définitif des territoires. L'Autorité palestinienne ne s'oppose toutefois pas à ce que les colons continuent de vivre sur ces territoires, à condition qu'ils acceptent la souveraineté palestinienne.

Cependant, la grande majorité des colons s'oppose à toute rétrocession de terres aux Palestiniens, légitimant leur présence par ce qu'ils considèrent comme leur droit biblique à cette partie d'Israël, berceau de la civilisation juive. Le premier ministre Itzhak Rabin a été assassiné en 1995 par un nationaliste israélien, proche de colons juifs radicaux. La sécurité dans ces enclaves juives est précaire, et l'armée israélienne doit souvent déployer des troupes pour protéger les civils.

L'idée de construire le mur de séparation est vieille. Elle est passée par plusieurs phases. Elle prenait chaque fois la forme du personnage et du programme de celui qui l'adaptait. Après l'occupation de la Cisjordanie en 1967, le ministre de la finance de l'époque Benhas Safir a proposé l'idée de séparation. Des sources sionistes ont dit que Sharon, depuis 1973, a l'idée d'exécuter le projet de diviser la Cisjordanie en la transformant en des morceaux isolés. En 1978, il a fini de préparer une carte détaillée du trajet du mur. De son côté, le parti travailliste a présenté, aux élections de la Knesset de 1988, le projet «Halofim» qui proposait de construire une clôture sur la ligne entre la Cisjordanie de la terre occupée en 1948, mais c'est le Likoud qui a emporté les élections. En 1995 et après l'opération suicidaire martyre de Beyte Labde, le Premier ministre Itzhak Rabin a demandé à son ministre de la

sécurité intérieure Mouchai Shahel de préparer un projet pour séparer l'état hébreu du peuple palestinien. Shahel a travaillé avec l'armée et Shabak à préparer ce projet, mais, il est tombé à l'abandon pour des raisons économiques. Et quand Natanyahoo est devenu Premier ministre en 1996, Afigdor Khalani le ministre qui avait remplacé Shahel a projeté la construction d'une clôture sur la ligne verte. Mais, le projet a été abandonné pour des raisons politiques. En effet, la droite a eu peur que cette clôture devienne des frontières officielles. Pendant les élections de l'année de 2000, l'idée est redevenue d'actualité quand Barak a déclaré qu'il allait exécuter une séparation entre les Palestiniens et les sionistes sous le titre de « Nous sommes ici et ils sont là-bas ». Plus tard, le journal Ha'Aretz a parlé de l'existence d'un projet de séparation de la Cisjordanie, au début de 2001. Depuis le déclenchement de l'Intifada en septembre 2000, les demandes de construire un mur de séparation se répétaient de plus en plus. En février 2002, Afi Dikhtar, le chef de Shabak, a présenté son projet qui a pris son chemin vers l'exécution, après beaucoup de discussions et d'analyses. Les premières phases de ces projets a été exécuté par le ministre travailliste Bin Alyazer, faisant parti du gouvernement de coalition sioniste. Le travail a commencé le 23 juin 2002 après l'accord du gouvernement et après l'envahissement de la Cisjordanie, dans l'opération de « la clôture protectrice ».

Le projet du mur de séparation consiste en trois phases. La première phase qui couvre les quartiers de Jénine, de Toulkaram, de Qalqilia et de Al-Quds. La longueur du mur dans cette zone est 149 km dont 21 km autour de Al-Quds dans ce qu'on appelle « la couverture de Al-Quds ». La deuxième phase qui contient Beitlehem, Al-Khalil et les restes de la Cisjordanie, et la troisième phase qui comprend une ligne droite entre la Cisjordanie de la Jordanie. Elle s'appelle « le prolongement du mur jusqu'en Jordanie ».

Le mur est une nouvelle étape dans les séries d'agression envers le peuple palestinien. Il augmentera le niveau de souffrance. Il a des effets très négatifs sur la vie quotidienne de milliers de gens qui seront transformer en des prisonniers dans des cantons isolés. Pour y entrer et sortir, les habitants auront besoin d'autorisations administratives et sécuritaires des autorités sionistes. Toutes ces mesures sont une préparation de terrain pour confisquer les terres et

en expulser leurs habitants après la destruction de leurs biens et de leurs fermes, le ratissage de leurs plantes et l'arrachage de leurs arbres...etc.

L'Autorité Palestinienne trouve que le mur ne respecte pas la ligne du quatre juin 1967 et pose sur le terrain des réalités dépassant la décision 242 et empêchant la constitution d'un pays palestinien sur une unité continue géographiquement entre la Cisjordanie et la bande de Gaza. Le mur est le bouquet final de la procédure de paix que l'autorité avait adoptée. Cette autorité a, en vain, essayé de travailler avec les Américains pour arrêter l'exécution de ce projet.

La position des pays arabes contre le mur n'est pas différente de leur position contre l'agression sioniste en général. Elle est faible et sans effets réels. Le groupe arabe à l'ONU n'a pas réussi à faire passer une décision obligeant Israël à arrêter la construction du mur au conseil de sécurité à cause du veto américain. Et, dans l'assemblée générale de l'ONU, le groupe arabe a pu, en accord avec les Européens, sortir une décision vide d'obligation. Il l'a obtenu d'un prix cher : condamner la résistance et la considérer comme terrorisme.

La position européenne n'est pas différente de celle des arabes. Elle met en garde sur la conséquence du mur sur les procédures de la paix, mais sans prendre aucune mesure contre le gouvernement de Charon.

Les Américains sont les seuls qui puissent influencer le gouvernement de Sharon. Par contre, ils ne sont pas seulement en parfaite harmonie avec l'état sioniste, mais aussi ils soutiennent la construction du mur politiquement et financièrement. Le coût du projet est estimé à 400 millions de dollars. C'est un projet énorme, l'état hébreu ne pourrait le continuer sans l'aide et les prêts américains. En plus le veto américain au conseil de sécurité des nations unies avait un rôle encourageant pour que le gouvernement de Sharon continue la construction du mur ; Cette harmonie et cet appui n'empêchent pas qu'il y a des accords secondaires sur le trajet du mur. L'administration américaine fait montrer de temps à autre son inquiétude de l'effet négatif sur la procédure de paix, sur le pays palestinien promis et sur la vie des civils palestiniens. Ils sont en discussion continue pour résoudre ces points de différence pour ne pas les

transformer en réel désaccord, notamment dans ce moment de l'enlèvement des américains en Iraq et l'approche des élections présidentielles aux USA.

Donc, pour les israéliens, essentiellement, le Mur a un objectif démographique et d'annexion la gauche, surtout le parti travailliste, est à l'origine de l'idée du mur et le plus grand danger, c'est ce qui va suivre : des expulsions intérieures en Cisjordanie pour fournir plus de terres aux nouveaux colons qui vont s'y installer. L'écrivain sioniste B. Mikhaïl a affirmé, dans le journal Yadaït Ahranote, le 31/01/2003, que la sécurité n'est qu'un prétexte pour bâtir le mur. Sharon veut, en réalité, confisquer des terres palestiniennes. Cela ne sera qu'une nouvelle raison à pousser le peuple palestinien à continuer la résistance.

Toutefois, les murs ne peuvent fournir à l'état hébreu la sécurité tant que le peuple palestinien aura la volonté de résister contre toute agression.

Troisième partie : Pour la paix et la stabilité au proche et Moyen-Orient

La résolution du conflit israélo-palestinien est la clé de la stabilité du Proche et du Moyen-Orient parce qu'il permettra un partage équitable des ressources naturelles surtout en eau, qu'il installera la sécurité et qu'il favorisera un développement économique et social pour tous les pays de la région

3-1 . Partage équitable des ressources en eau

Malgré une forte démographie, les israéliens et les palestiniens peuvent trouver des solutions pour se partager équitablement les rares ressources en eau du territoire, qui constituent un des points de friction majeurs.

L'eau étant une ressource rare au Moyen-Orient, ce point revêt une importance non négligeable. Le tiers des ressources en eau potable d'Israël provient de trois nappes phréatiques situées partiellement ou complètement en sol cisjordanien. Au cours des cinquante dernières années, on s'est battu pour l'eau trente-sept fois, dont vingt-sept fois concernaient Israël et la Syrie, à propos du Jourdain et du Yarmouk" rappelle le géographe américain Aaron Wolf. C'est dans cette partie du monde, et plus globalement au Moyen-Orient, que le risque est le plus palpable, car l'eau y joue un rôle stratégique souvent négligé. L'occupation de la Cisjordanie par Israël ne peut pleinement se comprendre qu'en sachant qu'elle abrite un aquifère qui permet la survie des colonies et supplée au quart de la consommation d'eau du pays. Idem pour le plateau du Golan, véritable château d'eau de la région. La survie de l'Etat d'Israël passe, aux yeux de son gouvernement actuel, par le contrôle de l'eau.

Les Israéliens entendent garder le contrôle de ces étendues d'eau, ce à quoi s'opposent les Palestiniens. La question devait être réglée lors de la période intérimaire, mais les deux parties l'ont réservée pour les négociations finales en raison de sa complexité.

3-2 . Accords sécuritaires

Le lien entre le commerce et les investissements d'une part et la paix et la stabilité d'autre part est absolument vital. Tout autour du monde, mais surtout au Proche-Orient, ce lien constitue la clé de l'avenir, car le commerce et les investissements sont les fondements essentiels du processus de paix, fondements sur lesquels il sera possible d'édifier un Proche-Orient plus stable et plus pacifique. La paix et la stabilité sont intrinsèquement liées à la création d'emplois et à la prospérité.

Il est également très important que palestiniens et israéliens s'engagent à jeter les fondements d'une paix durable. L'accroissement des possibilités peut apaiser les conflits qui ont empêché le Proche-Orient de progresser ces cinquante dernières années. L'amélioration de la sécurité peut aider le Proche-Orient à s'acheminer vers une nouvelle ère de réconciliation, de coopération et de pleine intégration dans l'économie mondiale.

3- 3. Développement économique

Le commerce a toujours été la règle et non l'exception au Proche-Orient. Pendant des milliers d'années, le Croissant fertile a été le centre de l'activité économique entre Arabes et Juifs en direction de l'Europe, de l'Asie et de l'Inde. Grâce à la poursuite de leur intégration commerciale, à l'accroissement des investissements et à l'adoption de nouvelles réformes économiques, les pays du Proche-Orient ont la possibilité de devenir des marchés naissants, à l'instar des pays émergents asiatiques et de l'Amérique latine.

Lors des négociations de paix, les scénarios économiques optimistes prévoyaient, sous l'hypothèse de l'élimination par les autorités israéliennes des barrières non tarifaires que les exportations des territoires pouvaient être multipliées par deux par rapport à leur niveau de 1992. Une réelle diversification des courants d'échanges pourrait réduire de 30% le déficit commercial palestinien. Près de 90% des exportations palestiniennes se feraient

à destination de l'Irak, de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis, du Liban, de la Jordanie et d'Israël. 75% des importations palestiniennes pourraient provenir d'Egypte, de Syrie, du Liban, des Etats-Unis, du Japon, de la Corée, de l'Indonésie et de l'Union européenne. Même au sein d'une zone de libre échange avec Israël, le niveau des échanges palestiniens pourrait augmenter.

Le gouvernement palestinien a donc encouragé, dans ses différents plans de développement, les investissements dans des secteurs prioritaires où les Palestiniens ont des avantages comparatifs comme le tourisme, les matériaux de construction, les produits alimentaires, les boissons non alcoolisées, l'agroalimentaire et les textiles. Parallèlement, il continue de négocier des termes commerciaux plus favorables avec Israël.

En conséquence, la résolution du conflit israélo-palestinien va entraîner une augmentation des investissements et une augmentation des échanges commerciaux parce que les pays Arabes, les palestiniens en particulier, pourront accéder aux technologies israéliennes et que ces derniers auront la main d'œuvre et les marchés de leurs voisins.

Conclusion

Il est clair qu'il sera difficile de parvenir à une solution juste et globale au Moyen-Orient si les équations ne sont pas modifiées. Israël et les États-Unis forment un tout fort et uni face à une Autorité Palestinienne pauvre et faible. La Russie et l'Union Européenne doivent s'impliquer plus dans les négociations. La Russie a une bonne compréhension du monde arabe, elle lui apporte son soutien pour qu'il puisse défendre ses causes et s'attache à l'application des résolutions de l'ONU. De même, l'Union Européenne peut jouer un plus grand rôle dans ce domaine. En effet, la Russie et l'Union Européenne peuvent établir l'équilibre diplomatique requis pour l'instauration d'une paix globale car une paix partielle ou même progressive a largement prouvé son inefficacité.

De même que le Liban et la Syrie ne peuvent être écartés du processus de paix. Ce qui appelle une intensification des efforts menés conjointement au niveau international avec les parties concernées pour accepter une solution juste et globale facilitant ainsi l'instauration d'une paix qui se fait toujours attendre dans la région. La route ne sera pas facile, mais la paix demeure le seul choix possible.

Le processus de paix est extrêmement compliqué dans cette région du monde. Il requiert non seulement un engagement de longue haleine de la part des États-Unis, de l'Europe et de la Russie mais également un engagement moral. La violence ne peut en aucun cas aboutir à la paix. C'est une diplomatie basée sur la justice et l'équité entre les peuples et les états qui peut l'assurer. Il est à noter que les effets d'une paix au Moyen-Orient ne se feront pas sentir uniquement dans la région mais dans le monde entier. Le lien entre la paix au Moyen-Orient et la paix dans le monde n'est plus à démontrer. La solution de ce conflit contribuera donc au démantèlement de l'un des foyers de tensions les plus dangereux et qui menace la communauté internationale.

En résumé, malgré les antagonismes historiques et les guerres successives, la résolution du conflit israélo-palestinien est la clé de la stabilité du Proche et du Moyen-Orient parce qu'elle permettra un partage équitable des ressources naturelles, qu'il installera la sécurité et la paix qui sont les seuls garants du développement économique et social de tous les pays de la région

Bibliographie

Les ouvrages :

- CORM Georges. *Le proche orient éclaté 1956-2000*, Gallimard, Paris 1999
- SOPHIE Chautard. *Les conflits au proche et au moyen orient*, Paris 2003
- Y Marc Ajchenbaum. *Israël, Palestine une terre du sang et des larmes*, Paris 2004.
- CATHERINE Kaminsky-SIMON Kruk. *Le monde arabe et Israël aujourd'hui*, France 1999.
- ALAIN Gresh. *Israël, Palestine vérité sur un conflit*, France 2003.

Articles de presse et revues

Sites WEB

<http://hcup.ifrance.com/hcup/refugies.html>

http://membres.lycos.fr/wotraceafg/conflit_pal_isr_2.htm

<http://www.lapaixmaintenant.org/article847>

<http://www.paix-en-palestine.org/doss/eaxcoqpers.htm>

TABLE DES MATIERES

Introduction	1-3
 Première partie : Historique du conflit	
1-1 Naissance d'Israël	4-6
1-2 Le problème du Sionisme	5-7
1-3 La solution par la force armée	7-13
 Deuxième partie : la problématique actuelle	
2-1 Le cas des réfugiés	13-18
2-2 La situation de la ville sainte Jérusalem	18
2-3 Les colonies et le mur de séparation	18-22
 Troisième partie : Pour la stabilité au Proche et Moyen-Orient	
3-1. Partage équitable des ressources en eau	23
3-2. Accords sécuritaires	24
3-3. Développement économique	24-25
 Conclusion	 26-27